



Solidarité
Laïque

LA LETTRE



SUPPLÉMENT LIBAN

LA RENTRÉE SOLIDAIRE AVEC LES ENFANTS DU LIBAN

© Frédéric Vielcanet

LE LIBAN À L'AUBE DE LA RENTRÉE 2021

UNE POPULATION ACCULÉE PAR PLUSIEURS CRISES

Le Liban, déjà très sujet aux inégalités territoriales et, par écho, socio-économiques, a vécu la pandémie de COVID-19 comme un nouvel acharnement de la fatalité mettant au défi sa capacité de résilience. Plongé depuis 2018 dans une grave récession économique et une instabilité politique, sociale et même humanitaire (avec l'accueil des réfugiés des Territoires Palestiniens suite à la « crise syrienne »), 2020 a été une année extrêmement éprouvante pour ce pays de près de 5 millions d'habitants. Il faut évidemment ajouter à cette situation les explosions catastrophiques à Beyrouth qui, quelques semaines avant la rentrée scolaire, ont plongé la capitale dans une nouvelle urgence. Les dégâts matériels importants sur les infrastructures hospitalières ont réduit encore plus les capacités de gestion de la crise sanitaire.

Aujourd'hui, la moitié de la population libanaise vit en dessous du seuil de pauvreté et les classes moyennes sont menacées par une paupérisation accélérée. ■

UN SYSTÈME ÉDUCATIF DANS UN ÉTAT CRITIQUE

Les inégalités scolaires reflètent les disparités socio-économiques doublées d'un fonctionnement ultra-communautaire, lié à la diversité religieuse et sociale de la population. Progressivement, l'État a délaissé l'école publique, seule garante du vivre ensemble. Avec la crise sanitaire déjà installée puis les explosions à Beyrouth à l'été 2020, les écoles sont longtemps restées fermées, entraînant de nouveaux.nouvelles exclu.e.s, cette fois scolaires, et mettant encore plus à mal la qualité de l'éducation et l'avenir de la jeunesse libanaise. Les élèves ont vécu une quasi « année blanche » en termes d'apprentissage ; la rupture éducative a largement touché les plus marginalisés, la scolarité étant majoritairement à la charge des familles. Certains enfants ont définitivement abandonné l'école et de nombreuses familles, surtout parmi les plus aisées, ont quitté le Liban, entraînant un déclin visible des étudiants notamment dans les filières universitaires essentielles à l'avenir du pays (médecine, enseignement...). ■

UN PAYS « EN SURSIS »

Par réflexe de survie, le repli sur soi et l'individualisme ont gagné du terrain ; les laissés.e.s-pour-compte augmentent dans toutes les catégories de la population. Mais paradoxalement, en réaction aux impacts de la crise sanitaire, aux échecs de la classe dirigeante, à la paupérisation de la population et à une diaspora grandissante, des Libanais revendiquent leur choix de ne pas abandonner leur pays laïque, si libre et si industriel, tel qu'il l'était encore il y a moins d'une décennie.

Citoyen.nes, jeunes, militant.es associatives, enseignant.e.s, artistes... s'engagent pour reconstruire le pays et réhabiliter le rôle essentiel de l'École publique pour un Liban de paix. ■

Plus que jamais, les rentrées 2021 (mobilisation) et 2022 (distribution) doivent être des rentrées solidaires pour et avec le Liban ! (cf. p 4)

UN ÉTAT AU BORD DE LA FAILLITE

Bien avant les explosions et la pandémie, une partie grandissante de la population libanaise était en situation de grande pauvreté : crise économique, effondrement du PIB et dette colossale (92 milliards de dollars, soit 170 % de son PIB), défaut de paiement déclaré en mars 2020, inflation galopante touchant les produits de première nécessité et dégradation des services publics. Selon la Banque Mondiale, la crise économique et financière qui sévit au Liban est probablement l'une des 10 pires crises économiques que le monde ait connu depuis le milieu du XIX^e siècle.

Crise économique

VERS UNE CATASTROPHE SOCIALE

Le Liban a fait face à une inflation record qui a plombé le pouvoir d'achat de ses habitants. Sur les 18 derniers mois, la livre libanaise a perdu 85 % de sa valeur par rapport au dollar américain, avec des retombées directes sur les prix : le coût moyen des aliments a été multiplié par 4 ou plus depuis février 2020.

Nourrir une famille de 5 personnes pour 1 mois coûte désormais plus de la moitié du salaire minimum^[1].

On estime que la moitié de la population libanaise est tombée dans la pauvreté, et lutte pour subvenir à ses besoins les plus essentiels. Un an auparavant, ce taux était estimé à 28 %.

Plus de 550 000 personnes sont aujourd'hui sans emploi soit plus de 45 % des personnes en capacité de travailler.

L'exode de la population s'est largement amplifié, notamment avec la classe moyenne qui fédérait fragilement le pays (la classe la plus aisée a déjà, en partie, quitté le Liban). Il concerne aujourd'hui des personnes avec un niveau de formation élevé, une partie de la population plus que jamais nécessaire pour reconstruire le pays de façon durable, sur le plan économique mais aussi politique et social.

Il est important de faire participer la diaspora libanaise, l'une des plus importantes au monde, à la reconstruction du pays. ■

Beyrouth

LES EXPLOSIONS, 1 AN APRÈS

Le 4 août 2020, deux explosions dans le port de Beyrouth ont dévasté une partie de la ville. Sa capitale touchée, meurtrie, le Liban s'est retrouvé à genou. 12 mois plus tard, la reconstruction est lente.

La catastrophe a fait au moins 215 mort.e.s, plus de 6 500 blessé.e.s et contraint 300 000 personnes à quitter leurs foyers. Elle a dévasté des quartiers entiers, balayant habitations, hôpitaux ou écoles sans distinction et obligeant de nombreuses entreprises à fermer.

Seulement 1/4 de la population a été en mesure de réparer son foyer par ses propres moyens, laissant des milliers de personnes sans-abris ou dans une situation de forte précarité. ■

COVID-19 ET EXCLUSIONS

LE REcul DU DROIT À L'ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUT.E.S

Le système éducatif libanais a été très perturbé par la pandémie avec des écoles fermées pendant plus des 3/4 de l'année scolaire entre janvier 2020 et février 2021. Les enfants les plus marginalisés, les enfants issu.e.s de familles pauvres ou modestes, ont vécu la plus forte exclusion scolaire et sociale, avec peu de continuité éducative et d'accès à l'école à distance, en raison notamment du manque d'accès à Internet et à un équipement informatique.

LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION MISE À MAL

Avant la pandémie, le Liban, en bas du classement régional en termes de résultats d'apprentissage des élèves^[2], accusait déjà une baisse continue du niveau scolaire au cours de la dernière décennie. Les très fortes disparités entre accès à une éducation de qualité selon son niveau de résidence et selon ses moyens se sont aggravées, avec un système éducatif cloisonné selon les communautés et une approche très privatisée de l'école (autour de 60 % avant les crises).

LES RÉFUGIÉ.E.S DÉSORMAIS EXCLU.E.S DES BANCs DE L'ÉCOLE

Depuis la crise syrienne de 2013, le Liban – pays accueillant le plus de réfugié.e.s au monde au regard de sa population – a scolarisé au sein de son système public les élèves réfugié.e.s avec l'aide internationale des Nations Unies. Une double rotation a été mise en place dans les écoles publiques (les enfants Syrien.ne.s entamaient une journée d'école en milieu d'après-midi après celle des Libanais.es) mais à moyens constants, ce qui a mis encore plus à mal la qualité de l'école publique.

Aujourd'hui, nous assistons à la déscolarisation de la majorité des enfants réfugié.e.s.

Depuis 2015, les réfugié.e.s n'ont plus de statut juridique protecteur, ce qui compromet leur accès notamment à un toit ou même à un « refuge ». Dans l'illégalité pour les 3/4 d'entre eux, ils.elles vivent dans des conditions très précaires avec le risque d'un retour forcé dans leur pays en guerre. ■

[1] Observatoire de la crise, université américaine de Beyrouth

[2] Cf. les récentes études PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) (OCDE 2019) et TIMSS (Trends in International Mathematics and Science Study) (IEA 2020)

Sources : UNESCO <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>

LES ESPOIRS POUR GAGNER L'ÉGALITÉ

L'ÉCOLE PUBLIQUE : L'ESPOIR POUR VIVRE ENSEMBLE

L'école publique libanaise était devenue l'école « des pauvres », une école qui accueillait les populations vulnérables et les enfants réfugiés, dans un État constitutionnellement pluriconfessionnel donnant une large place aux communautés et laissant se multiplier les écoles privées. La crise scolaire mais également économique-sociale peut amener à re-prioriser l'école publique « non par idéologie mais par nécessité » précise Joseph Tomé, militant Libanais des Droits humains et partenaire de Solidarité Laïque.

LA REMISE EN QUESTION DU CLIVAGE PUBLIC / PRIVÉ

De plus en plus de familles ont des difficultés à payer un enseignement privé pour leurs enfants et « les transfèrent » vers des établissements moins élitistes, moins onéreux ou vers le système public. Cette année scolaire, 54 000 élèves (11 % des élèves du secteur public) sont passés des écoles privées aux écoles publiques. L'École publique, aux infrastructures délabrées, aux moyens d'enseignement modestes, enregistre aujourd'hui une demande exponentielle et essaye tant bien que mal de garantir le droit à l'éducation pour tous.toutes. **Il faut y voir l'opportunité pour l'éducation publique et laïque de requestionner son financement par l'État (qui finance davantage le privé) et de reconquérir les familles, pour maintenir un certain vivre-ensemble, au-delà des confessions ou des nationalités.**

« Seule la laïcité peut garantir le droit à l'éducation et à la non-discrimination, la crise a anéanti l'école privée, l'école publique est le seul recours, le seul espoir » conclut J. Tomé. ■



Crise économique

LA MOBILISATION CITOYENNE : L'ESPOIR POUR LA DÉMOCRATIE!

Pour la première fois depuis plus de trente ans et la fin de la guerre civile en 1990, des citoyens libanais, toutes confessions et générations confondues, se mobilisent, réclament un changement total de système politique. Le soulèvement fut déclenché le 17 octobre 2019 avec l'annonce par le gouvernement de nouvelles taxes.

Des milliers de libanais.e.s sont descendu.e.s dans les rues, dénonçant l'incompétence et la corruption de la classe politique au pouvoir et revendiquant des réformes structurelles de grande ampleur dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de l'environnement et plus généralement des services publics. **Des voix se sont levées pour un « État laïque et égalitaire ».**

Les explosions de Beyrouth ont ravivé la solidarité entre les Libanais.e.s et la mobilisation citoyenne et populaire constructive pour un avenir meilleur, face à l'incurie des dirigeants politiques. ■

La revendication citoyenne d'un État laïque

L'État est laïque par sa Constitution : « la liberté de conscience est absolue ». C'est une laïcité où la diversité communautaire est respectée, avec une répartition du pouvoir proportionnelle au poids démographique de chaque confession.

« L'État, en rendant hommage au Très-Haut, garantit également aux populations, à quelque rite qu'elles appartiennent, le respect de leur statut personnel et de leurs intérêts religieux. » (Art. 9 de la Constitution libanaise)

Aussi, l'éducation est guidée par un principe majeur : la liberté scolaire, qui garantit la protection des différentes communautés et organismes religieux du pays et les autorise à fonder et gérer leurs propres écoles. **Cette diversité religieuse et scolaire et cette réalité de l'enseignement privé, inscrites dans la Constitution, sont consubstantielles de l'identité politique du Liban.** Mais depuis 1991, la Constitution affirme aussi que « la suppression du confessionnalisme politique constitue un but national essentiel ». Ces dernières décennies, face aux tensions communautaires, identitaires et à un système basé sur le clientélisme, une part croissante de la population appelle à la création d'un État laïque ou « civil ».

La Rentrée Solidaire

avec les enfants du Liban

www.rentreesolidaire.org



@solidLaique
#RentréeSolidaire

“ Autant la Rentrée solidaire avec le Liban en 2016-2017 était utile, autant aujourd’hui, elle est nécessaire et cruciale ; la situation a beaucoup changé en peu de temps et nous avons besoin urgemment de soutenir l’École publique, seul recours pour sauver le Liban. ”

Joseph Tomé, association Tadamoun Wa Tanmia (Solidarité et développement), partenaire libanais de Solidarité Laïque depuis plus de 32 ans, à propos de la Rentrée Solidaire 2021 au profit du Liban.



PARTICIPEZ À LA RENTRÉE SOLIDAIRE !

PARLER du Liban

Des ressources pédagogiques sont mises à la disposition des éducateurs.éducatrices sur le blog dédié www.rentree-solidaire.org, pour sensibiliser au Droit à l’éducation dans le monde, aux Droits de l’enfant et aux enjeux éducatifs au Liban.

Proposés à la demande, certains supports peuvent notamment être affichés ou diffusés dans les classes et permettre aux éducateurs.éducatrices d’approfondir les problématiques.

- Un poster pédagogique sur la situation de l’éducation au Liban et un dossier pédagogique
- Un court-métrage sur le quotidien d’élèves libanais.es et des suggestions de liens vidéos (en préparation)
- Des contenus sur le patrimoine culturel du Liban et l’Histoire du pays (contes, jeux, quiz ludiques...).

DIRE sa solidarité avec les élèves du Liban

La Rentrée solidaire est une opportunité pédagogique concrète de participer à une opération de solidarité décentralisée, en collectant des fournitures scolaires neuves pour les élèves de écoles publiques du Liban. La distribution sera organisée dans un cadre sécurisé à la rentrée 2022.

Les modalités de participation sont présentées sur le blog pour les établissements et structures éducatives. On peut agir en solidarité dès l’école élémentaire, mais aussi dans son club, son association, son centre de loisirs... Au-delà de la collecte matérielle, l’objectif est aussi de réfléchir au don, à une action de solidarité et de découvrir le travail d’une association de solidarité internationale comme Solidarité Laïque. Les actions de communication et de collecte de fonds pour compléter les dotations matérielles sont encouragées ; elles permettent de mettre les élèves, les jeunes dans une situation d’acteurs. actrices de solidarité et de proposer leurs propres initiatives.

Des ressources sont également disponibles en ligne, avec des conseils prodigués par notre équipe Éducation à la citoyenneté et à la solidarité ([eas@solidarite-laique.org](mailto: eas@solidarite-laique.org)).



Je télécharge

LES RESSOURCES PÉDAGOGIQUES

